Article original

Déclin du multipartisme partisan et recomposition des formes d'engagement citoyen en République centrafricaine

BEKPA Hyacinthe Anicet

Enseignant-chercheur au Département de Sociologie
Université de Bangui
Auteur correspondant : E-mail : bekpah@yahoo.fr
Article soumis le *12/05/2026* et accepté le 11/06/2026
Réf. AUM13-0234

Résumé :
Cet article analyse le déclin du militantisme partisan en République centrafricaine et les transformations contemporaines des formes d'engagement citoyen. Il part du constat d'un désinvestissement progressif des partis politiques traditionnels, autrefois perçus comme les principaux canaux de participation politique, au profit de formes d'implication plus diffuses, souvent informelles et moins institutionnalisées. L'objectif principal de cette étude est de comprendre les logiques sociales, politiques et historiques qui expliquent l'affaiblissement du militantisme partisan, tout en mettant en lumière les dynamiques émergentes de l'engagement citoyen. La problématique s'articule autour de la question suivante : dans quelle mesure le recul du militantisme partisan en République centrafricaine traduit-il une crise de la représentation politique, et comment ce recul favorise-t-il l'émergence de nouvelles modalités d'action citoyenne ? Sur le plan méthodologique, la recherche repose sur une approche qualitative combinant une analyse documentaire (rapports institutionnels, littérature scientifique, archives politiques) et des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'acteurs politiques, de militants désengagés et de membres d'organisations de la société civile. Cette démarche est complétée par une observation des pratiques d'engagement dans des espaces urbains et périurbains, permettant de saisir les recompositions en contexte. Les principaux résultats montrent que le déclin du militantisme partisan s'explique par une combinaison de facteurs : perte de crédibilité des partis, personnalisation du pouvoir, clientélisme politique et faiblesse des structures

organisationnelles. En parallèle, l'étude met en évidence une diversification des formes d'engagement citoyen, marquée par l'essor des initiatives locales, des mobilisations communautaires et de l'activisme associatif, souvent en dehors des cadres partisans. Ces nouvelles formes d'engagement, bien que fragmentées, traduisent une reconfiguration des modes de participation politique, révélant à la fois une défiance vis-à-vis des institutions et une volonté persistante d'agir sur le devenir collectif.

Mots clés : Déclin, multipartisme partisan, recomposition, formes d'engagement, citoyen

Decline of multiparty partisan politics and the reconfiguration of forms of citizen engagement in the Central African Republic

Abstract :

This article analyzes the decline of partisan activism in the Central African Republic and the contemporary transformations of forms of civic engagement. It is based on the observation of a gradual disengagement from traditional political parties, once perceived as the principal channels of political participation, in favor of more diffuse, often informal and less institutionalized forms of involvement. The main objective of this study is to understand the social, political, and historical dynamics that explain the weakening of partisan activism while highlighting the emerging patterns of civic engagement. The central research question is as follows: to what extent does the decline of partisan activism in the Central African Republic reflect a crisis of political representation, and how does this decline encourage the emergence of new forms of civic action? Methodologically, the study adopts a qualitative approach combining documentary analysis (institutional reports, scientific literature, and political archives) with semi-structured interviews conducted with political actors, disengaged activists, and members of civil society organizations. This approach is complemented by the observation of engagement practices in urban and peri-urban spaces, making it possible to understand these transformations within their social context. The main findings show that the decline of partisan activism can be explained by a combination of factors, including the loss of credibility of political parties, the personalization of power, political clientelism, and the weakness of organizational structures. At the same time, the study highlights a diversification of forms of civic engagement, marked by the rise of local initiatives, community mobilizations, and associative activism, often outside partisan frameworks. Although fragmented, these new forms of engagement reveal a reconfiguration of political participation, reflecting both distrust toward institutions and a persistent willingness to contribute to the collective future.

***Keywords**: Decline, partisan multipartism, recomposition, forms of engagement, citizen.*

Introduction

Dans de nombreux contextes africains contemporains, les partis politiques peinent à remplir leur fonction de médiation entre les citoyens et le pouvoir. La République centrafricaine n'échappe pas à cette tendance, marquée par un affaiblissement notable du militantisme partisan, autrefois considéré comme un levier essentiel de participation politique et de structuration de la vie démocratique. Historiquement, les partis politiques ont constitué des espaces de socialisation politique, de formation idéologique et d'encadrement des aspirations collectives (Duverger, 1951, p.43 ; Weber, 1971, p.67). Toutefois, dans des contextes de fragilité institutionnelle et de recomposition permanente du champ politique, ces fonctions tendent à se déliter, laissant place à des formes d'engagement plus fluides et souvent moins institutionnalisées.

En République centrafricaine, le militantisme partisan semble aujourd'hui traversé par une crise profonde, alimentée par la défiance envers les élites politiques, la personnalisation du pouvoir et la faiblesse organisationnelle des partis. Cette situation renvoie à ce que certains auteurs analysent comme une « crise de la représentation » (Rosanvallon, 2008, p.35), caractérisée par une distanciation croissante entre gouvernants et gouvernés. Dans ce contexte, l'engagement partisan, loin d'être un vecteur privilégié de participation citoyenne, apparaît de plus en plus comme un espace instrumentalisé, dominé par des logiques clientélistes et opportunistes (Bayart, 1989, p.19 ; Médard, 1991, p.70). Cette dynamique contribue à désenchanter les pratiques militantes et à détourner une partie de la population, notamment les jeunes, des structures partisanes classiques.

Pour autant, le recul du militantisme partisan ne signifie pas un désengagement généralisé des citoyens. Bien au contraire, il s'accompagne d'une recomposition des formes d'engagement, qui se déploient désormais dans des espaces multiples : organisations de la société civile, initiatives communautaires, mobilisations locales ou encore activisme informel. Ces transformations s'inscrivent dans

une évolution plus large des modes de participation politique, que plusieurs travaux ont déjà mis en évidence à l'échelle globale (Norris, 2002, p. 98 ; Tilly, 2008, p.87). Elles traduisent l'émergence d'un « citoyen critique », moins attaché aux structures traditionnelles et davantage enclin à investir des formes d'action ponctuelles, pragmatiques et souvent déconnectées des logiques partisanes.

Dans le cas centrafricain, ces nouvelles modalités d'engagement prennent une signification particulière au regard des crises politico-sécuritaires récurrentes et de la fragilité de l'État. Elles révèlent à la fois une défiance envers les institutions politiques formelles et une volonté persistante de participation à la gestion des affaires collectives. Ainsi, loin de traduire une apathie politique, le déclin du militantisme partisan peut être interprété comme le signe d'une transformation des répertoires d'action (Tilly, 1986, p. 29), où les citoyens réinventent les formes de leur implication en fonction des contraintes et des opportunités du contexte.

Dès lors, une interrogation centrale s'impose : comment comprendre le déclin du militantisme partisan en République centrafricaine, et en quoi ce phénomène participe-t-il à la recomposition des formes d'engagement citoyen ? Répondre à cette question suppose d'analyser, d'une part, les facteurs structurels et conjoncturels qui fragilisent les partis politiques, et d'autre part, les dynamiques émergentes qui redéfinissent les modalités de participation citoyenne. C'est à cette double ambition que se consacre la présente étude, en s'inscrivant à la croisée de la sociologie politique des partis et de celle de l'engagement.

L'analyse du déclin du militantisme partisan et de la recomposition des formes d'engagement citoyen en République centrafricaine s'inscrit à l'intersection de plusieurs approches théoriques issues de la sociologie politique et de la sociologie de l'action collective. Pour rendre intelligibles les transformations observées, il est pertinent de mobiliser à la fois les apports de la théorie des champs politiques, les analyses de l'engagement individuel et collectif, ainsi que les

perspectives contemporaines sur la participation citoyenne dans des contextes de fragilité étatique.

En premier lieu, la théorie du champ politique développée par Bourdieu (1994, p.89) offre un cadre analytique fécond pour comprendre les logiques de structuration et de déstructuration du militantisme partisan. Le champ politique y est envisagé comme un espace de compétition relativement autonome, structuré par des rapports de force entre acteurs disposant de ressources inégales (capital politique, social, symbolique). Dans un contexte comme celui de la République centrafricaine, marqué par l'instabilité institutionnelle et la faible autonomie des structures partisanes, ce champ tend à être fortement dépendant d'intérêts extérieurs et de logiques personnelles. Il en résulte une fragilisation des mécanismes d'encadrement militant et une dilution des repères idéologiques, contribuant ainsi à l'érosion de l'engagement partisan.

En second lieu, l'approche interactionniste de l'engagement, notamment développée par Becker (1960, p.97), permet de saisir le militantisme non pas comme une donnée statique, mais comme un processus dynamique reposant sur des trajectoires individuelles. L'engagement y est envisagé comme le produit de « carrières militantes », façonnées par des expériences, des opportunités et des contraintes sociales. Dans cette perspective, le désengagement partisan observé peut être interprété comme le résultat de ruptures dans ces trajectoires, liées à la désillusion politique, au manque de reconnaissance ou à l'absence de bénéfices symboliques et matériels. Cette lecture met en lumière le caractère contingent et réversible de l'engagement, ainsi que son inscription dans des logiques biographiques.

Par ailleurs, la théorie de la mobilisation des ressources, portée notamment par McCarthy et Zald (1977, p. 84), apporte un éclairage complémentaire en insistant sur les conditions organisationnelles de l'action collective. Selon cette approche, la capacité des individus à s'engager dépend étroitement des ressources disponibles (financières, organisationnelles,

informationnelles) et des structures de mobilisation. Dans le cas centrafricain, la faiblesse des partis politiques en tant qu'organisations structurées limite leur capacité à mobiliser durablement des militants. En revanche, d'autres formes d'organisations, plus souples et moins hiérarchisées, semblent mieux à même de capter et de canaliser les formes contemporaines d'engagement citoyen.

En outre, les travaux de Giddens (1987, p.80) sur la structuration permettent de dépasser l'opposition entre contraintes structurelles et capacité d'action des individus. Selon cette perspective, les pratiques sociales, y compris l'engagement politique, résultent d'une interaction constante entre structures et acteurs. Ainsi, les transformations observées en République centrafricaine peuvent être interprétées comme le produit d'une reconfiguration des règles du jeu politique, mais aussi des stratégies adaptatives des citoyens, qui redéfinissent leurs modes d'implication en fonction des marges de manœuvre dont ils disposent.

Enfin, les approches postcoloniales et critiques du politique en Afrique, notamment celles de Mbembe (2000, p.101), offrent une grille de lecture essentielle pour contextualiser ces dynamiques. Elles mettent en évidence la manière dont les héritages historiques, les logiques de pouvoir et les formes de domination influencent les pratiques politiques contemporaines. Dans cette optique, le déclin du militantisme partisan ne peut être compris indépendamment des trajectoires historiques de l'État centrafricain, caractérisées par des formes de gouvernance marquées par la violence, la fragmentation et la personnalisation du pouvoir. Les nouvelles formes d'engagement citoyen apparaissent alors comme des réponses situées à ces configurations spécifiques, révélant des formes d'inventivité sociale face aux limites des institutions formelles.

Ainsi, l'articulation de ces différentes approches théoriques permet de saisir le phénomène étudié dans toute sa complexité. Elle met en évidence que le déclin du militantisme partisan ne relève pas uniquement d'un désintérêt des citoyens pour la politique, mais

s'inscrit dans une transformation plus profonde des conditions sociales, organisationnelles et symboliques de l'engagement. Ce cadre théorique offre dès lors une base solide pour analyser les recompositions contemporaines de la participation citoyenne en République centrafricaine.

1. Matériels et méthodes

La présente recherche s'inscrit dans une démarche qualitative visant à appréhender en profondeur les logiques sociales qui sous-tendent le déclin du militantisme partisan et la recomposition des formes d'engagement citoyen en République centrafricaine. Ce choix méthodologique se justifie par la nature du phénomène étudié, qui relève davantage de significations, de représentations et de pratiques situées que de variables strictement quantifiables. Comme le soulignent Denzin et Lincoln (2011, p.59), l'approche qualitative permet d'explorer les expériences vécues des acteurs et de restituer la complexité des contextes sociaux dans lesquels elles s'inscrivent.

Le dispositif de recherche repose sur une combinaison de techniques de collecte de données afin de favoriser la triangulation, gage de validité et de robustesse analytique (Flick, 2014, p.98). Premièrement, une analyse documentaire approfondie a été réalisée à partir de sources variées : textes législatifs encadrant la vie politique, archives électorales, rapports d'organisations nationales et internationales, ainsi que travaux académiques portant sur la participation politique en Afrique. Cette phase a permis de situer le phénomène dans une perspective historique et institutionnelle, tout en identifiant les principales évolutions du système partisan centrafricain.

Deuxièmement, des entretiens semi-directifs ont été conduits auprès d'un échantillon diversifié d'acteurs. Celui-ci comprend des responsables de partis politiques, des militants actifs ou désengagés, des membres d'organisations de la société civile, ainsi que des citoyens non affiliés à des structures partisanes. Le recours à l'entretien semi-directif s'inscrit dans la tradition compréhensive de

la sociologie (Kaufmann, 2016, p.76), en ce qu'il permet de recueillir des discours nuancés et d'accéder aux logiques subjectives des enquêtés. Les entretiens ont été réalisés sur la base d'un guide souple, laissant place à l'émergence de thématiques inattendues tout en garantissant une certaine comparabilité des données.

Troisièmement, une observation de terrain a été menée dans plusieurs espaces urbains et périurbains, notamment lors de réunions politiques, d'activités associatives et d'initiatives communautaires. Cette immersion partielle a permis de saisir les pratiques effectives d'engagement, au-delà des discours déclaratifs. L'observation, qu'elle soit participante ou non participante, constitue en effet un outil privilégié pour appréhender les interactions sociales et les dynamiques collectives dans leur contexte naturel (Lapassade, 1991, p.71).

Le choix des enquêtés s'est appuyé sur une stratégie d'échantillonnage raisonné, visant à diversifier les profils en fonction de critères tels que l'âge, le genre, le niveau d'instruction et le degré d'implication politique. Cette approche permet de rendre compte de la pluralité des expériences d'engagement, tout en évitant une vision homogénéisante du phénomène. Le nombre d'entretiens a été déterminé selon le principe de saturation empirique, c'est-à-dire lorsque les nouvelles données recueillies n'apportaient plus d'éléments significativement nouveaux à l'analyse (Glaser et Strauss, 1967, p. 97).

En ce qui concerne le traitement des données, les entretiens ont été retranscrits puis analysés à l'aide d'une démarche d'analyse thématique. Cette méthode consiste à identifier, coder et organiser les unités de sens présentes dans les discours afin de faire émerger des catégories analytiques pertinentes (Paillé et Mucchielli, 2012, p.100). L'analyse a été conduite de manière itérative, en alternant phases de codage et de mise en relation des données avec le cadre théorique, dans une logique inductivo-déductive.

Enfin, une attention particulière a été accordée aux considérations éthiques. Les participants ont été informés des objectifs de la recherche et de l'usage des données recueillies. Leur consentement éclairé a été obtenu, et l'anonymat a été garanti afin de préserver leur sécurité et leur liberté d'expression, particulièrement dans un contexte politique sensible. Cette démarche s'inscrit dans les principes éthiques fondamentaux des sciences sociales, tels que rappelés par Resnik (2011, p.86).

Ainsi conçue, cette stratégie méthodologique permet de croiser les regards, de confronter les sources et de produire une analyse nuancée des transformations du militantisme et de l'engagement citoyen en République centrafricaine

2. Résultats

L'analyse des données recueillies met en évidence une transformation profonde des modes d'engagement politique en République centrafricaine. Les résultats s'organisent autour de quatre dynamiques majeures : l'érosion du militantisme partisan, les logiques de désengagement, la diversification des formes d'engagement citoyen et, enfin, les tensions entre recomposition et fragmentation de l'espace public.

2.1 Une érosion progressive et multiforme du militantisme partisan

Les données empiriques révèlent un affaiblissement significatif des formes classiques de militantisme partisan. Celui-ci se manifeste d'abord par une baisse de la participation aux activités internes des partis (réunions, campagnes, formations politiques), ainsi que par une diminution du nombre de militants durablement engagés. Plusieurs enquêtés soulignent le caractère intermittent de leur participation, souvent limitée aux périodes électorales.

Cette tendance rejoint les observations de Dalton et Wattenberg (2000, p.11), qui décrivent une mutation des partis politiques marquée par une perte de leur capacité mobilisatrice. Dans le cas centrafricain, cette érosion est accentuée par la faiblesse

organisationnelle des partis, souvent dépourvus de structures locales solides et de mécanismes d'encadrement efficaces. Les partis apparaissent davantage comme des instruments électoraux que comme des espaces de socialisation politique continue.

Par ailleurs, l'absence de clivages idéologiques clairement définis contribue à brouiller les repères des militants. Les entretiens révèlent une difficulté à identifier des projets politiques différenciés, ce qui alimente un sentiment de désorientation et réduit l'adhésion sur le long terme. Cette situation favorise une volatilité des appartenances partisanes, les individus passant d'un parti à un autre en fonction des opportunités.

2.2 Les ressorts du désengagement : entre désillusion et rationalisation

Le désengagement partisan ne relève pas uniquement d'un désintérêt pour la politique, mais s'explique par un ensemble de facteurs imbriqués. Les discours recueillis mettent en avant une forte désillusion vis-à-vis des pratiques politiques, perçues comme marquées par le clientélisme, le favoritisme et la personnalisation du pouvoir. Cette perception alimente une crise de confiance généralisée envers les partis.

Ces résultats font écho aux travaux de Hirschman (1970, p.56) sur les logiques de « défection » (exit), où les individus choisissent de se retirer d'une organisation lorsqu'ils jugent qu'elle ne répond plus à leurs attentes. Dans le contexte étudié, ce retrait est souvent accompagné d'une forme de rationalisation : les enquêtés justifient leur désengagement par le manque de transparence, l'absence de reconnaissance ou encore l'instrumentalisation des militants par les élites politiques.

En outre, les contraintes socio-économiques jouent un rôle non négligeable. Pour de nombreux participants, l'engagement partisan apparaît coûteux en temps et en ressources, sans offrir de contreparties tangibles. Cette dimension rejoint les analyses d'Olson (1965, p.80), selon lesquelles la participation à l'action collective

dépend d'un calcul coût/bénéfice. Lorsque les coûts perçus excèdent les bénéfices attendus, le retrait devient une option rationnelle.

2.3 L'émergence et la diversification des formes d'engagement citoyen

En parallèle du recul du militantisme partisan, l'étude met en évidence une recomposition des formes d'engagement citoyen. Celles-ci se déploient dans des espaces variés, souvent en dehors des structures politiques traditionnelles. Les organisations de la société civile, les associations locales, les groupes communautaires et les initiatives informelles apparaissent comme des lieux privilégiés d'implication.

Ces formes d'engagement se caractérisent par leur flexibilité et leur ancrage dans des préoccupations concrètes : entraide communautaire, médiation sociale, actions de développement local ou sensibilisation citoyenne. Elles correspondent à ce que certains auteurs qualifient de « participation non conventionnelle » (Inglehart et Catterberg, 2002, p.66), centrée sur des enjeux spécifiques plutôt que sur une affiliation durable à une organisation politique.

Les jeunes, en particulier, semblent privilégier ces modalités d'engagement plus horizontales et moins hiérarchisées. Les entretiens montrent une volonté de s'impliquer de manière ponctuelle et pragmatique, en évitant les contraintes associées aux structures partisanes. Cette évolution traduit une redéfinition des normes de l'engagement, davantage orientées vers l'efficacité immédiate que vers la loyauté organisationnelle.

2.4 Entre recomposition et fragmentation : un espace public en mutation

Si ces nouvelles formes d'engagement témoignent d'une vitalité citoyenne, elles s'accompagnent également de dynamiques de fragmentation. L'absence de coordination entre les différentes initiatives limite leur capacité à peser sur les décisions politiques à une échelle plus large. Les actions restent souvent localisées et peinent à se transformer en mobilisations structurées.

Cette situation peut être interprétée à la lumière des travaux de Putnam (2000, p.45) sur le capital social. Si les formes d'engagement observées renforcent les liens de proximité (capital social « liant »), elles contribuent moins à la construction de réseaux élargis (capital social « reliant »), nécessaires à une action collective d'envergure.

Par ailleurs, les relations entre les acteurs de la société civile et les institutions politiques demeurent ambivalentes. Certains enquêtés évoquent des tentatives de récupération politique des initiatives citoyennes, tandis que d'autres soulignent l'absence de canaux institutionnels permettant de valoriser ces formes d'engagement. Cette tension traduit une difficulté à articuler participation informelle et représentation politique formelle.

En définitive, les résultats mettent en évidence un double mouvement : d'une part, un affaiblissement des formes traditionnelles de militantisme partisan, et d'autre part, une reconfiguration des pratiques d'engagement citoyen, marquée par leur diversification et leur adaptation au contexte. Ce processus, loin d'être linéaire, révèle les recompositions en cours d'un espace politique en quête de nouveaux équilibres.

3. Discussion analytique

Les résultats obtenus mettent en lumière une transformation profonde des modes de participation politique en République centrafricaine, que l'on peut interpréter comme l'expression d'une recomposition plus large des rapports entre citoyens, partis politiques et institutions étatiques. Cette dynamique invite à une lecture croisée articulant les théories de la désinstitutionnalisation du politique, les approches de la crise de représentation et les analyses contemporaines des formes d'engagement post-partisan.

En premier lieu, l'érosion du militantisme partisan observée confirme l'hypothèse d'une désinstitutionnalisation progressive des organisations politiques traditionnelles. Cette évolution s'inscrit dans ce que plusieurs auteurs décrivent comme une crise structurelle des

partis politiques dans les démocraties contemporaines. Katz et Mair (1995, p. 65) montrent notamment que les partis tendent à se transformer en « partis-cartels », de plus en plus éloignés de leur base militante et davantage insérés dans les logiques de l'État que dans celles de la société. Dans le cas centrafricain, cette tendance est accentuée par la fragilité institutionnelle et la dépendance des formations politiques vis-à-vis des ressources étatiques et des réseaux de patronage, ce qui contribue à affaiblir leur ancrage social.

Cette situation renforce également la lecture en termes de crise de la représentation politique. Manin (1995, p.23) souligne que les démocraties contemporaines connaissent un déplacement du lien représentatif, marqué par une personnalisation accrue du pouvoir et une distanciation entre élus et électeurs. Les données empiriques confirment cette tendance : les partis ne sont plus perçus comme des médiateurs crédibles entre gouvernés et gouvernants, mais comme des instruments de compétition élitaire. Cette perte de légitimité contribue directement au désengagement militant et à la volatilité des appartenances partisanes.

En second lieu, les logiques de désengagement observées peuvent être analysées à travers la notion de désaffiliation politique. Paugam (2000, p.76), dans ses travaux sur la disqualification sociale, montre que le retrait des institutions peut être compris comme le résultat d'un processus progressif d'éloignement, nourri par le sentiment de non-reconnaissance et d'inefficacité des structures d'intégration. Transposée au champ politique, cette approche permet de comprendre comment les individus, confrontés à des partis perçus comme fermés ou opportunistes, développent des stratégies de retrait ou de distanciation critique.

Cependant, ce désengagement ne doit pas être interprété comme une apathie politique. Les résultats montrent au contraire une recomposition des formes d'engagement, ce qui rejoint les analyses de Charles Tilly (2004, p.72) sur la transformation des répertoires d'action collective. Selon lui, les formes de mobilisation évoluent en

fonction des contextes historiques et des opportunités politiques disponibles. En République centrafricaine, la faiblesse des structures partisanes favorise l'émergence de formes d'action plus souples, moins hiérarchisées et davantage centrées sur des objectifs concrets.

Cette évolution est également cohérente avec les travaux de Norris (2011, p.23) sur la « participation critique », qui mettent en évidence un déplacement des citoyens vers des formes d'engagement non conventionnelles. Loin de se désintéresser de la politique, les individus privilégient désormais des modes d'action plus directs, ponctuels et souvent organisés en dehors des cadres institutionnels traditionnels. Les initiatives communautaires, associatives ou humanitaires observées en République centrafricaine s'inscrivent pleinement dans cette logique.

Toutefois, cette recomposition s'accompagne d'une fragmentation de l'espace public, qui limite la portée politique de ces engagements. Comme l'a montré Putnam (2000, p.16), la transformation du capital social dans les sociétés contemporaines tend à renforcer les liens horizontaux de proximité, tout en affaiblissant les formes de coordination à grande échelle. Dans le contexte étudié, cette configuration se traduit par une multiplication d'initiatives locales peu connectées entre elles, ce qui réduit leur capacité de structuration politique globale.

Par ailleurs, la lecture postcoloniale du politique, notamment développée par Mbembe (2001, p. 23), permet de contextualiser ces dynamiques dans une trajectoire historique marquée par la centralisation du pouvoir, la personnalisation des régimes et la faiblesse des institutions intermédiaires. Dans cette perspective, la recomposition des formes d'engagement citoyen peut être interprétée comme une adaptation créative des acteurs sociaux face à des structures politiques perçues comme instables ou peu inclusives. Elle traduit une forme de « bricolage institutionnel » à travers lequel les citoyens redéfinissent leurs modes d'action en dehors des cadres formels.

Enfin, l'ensemble de ces dynamiques met en évidence une tension structurelle entre désinstitutionnalisation politique et réinvention de la citoyenneté. D'un côté, les partis politiques perdent leur capacité d'encadrement et de mobilisation durable ; de l'autre, les citoyens développent des formes d'engagement plus diffuses, mais aussi plus adaptées aux contraintes du contexte. Cette tension ne doit pas être lue comme une transition linéaire vers un modèle stabilisé, mais plutôt comme un processus ouvert, marqué par des recompositions continues et des incertitudes sur l'avenir de la participation politique.

Ainsi, la discussion des résultats permet de souligner que le cas centrafricain illustre moins une disparition de l'engagement politique qu'une mutation de ses formes, de ses supports et de ses significations sociales. Cette transformation invite à repenser les catégories classiques de la sociologie politique, en intégrant davantage la fluidité des pratiques citoyennes et la diversité des registres d'action dans les contextes de fragilité étatique.

Conclusion

L'analyse du déclin du militantisme partisan et de la recomposition des formes d'engagement citoyen en République centrafricaine permet de mettre en évidence une transformation profonde des modalités de participation politique dans un contexte marqué par la fragilité institutionnelle et la recomposition permanente de l'espace public. Loin de traduire une disparition de l'intérêt pour la chose politique, les résultats montrent plutôt un déplacement des formes d'implication citoyenne, qui se détachent progressivement des structures partisanes traditionnelles au profit de pratiques plus souples, ponctuelles et souvent ancrées dans des logiques communautaires ou associatives.

Le recul du militantisme partisan apparaît ainsi comme le produit d'un ensemble de facteurs convergents : perte de crédibilité des partis politiques, affaiblissement de leur fonction de médiation, personnalisation des rapports de pouvoir et déficit d'encadrement organisationnel. Ces éléments contribuent à une désaffection

progressive des citoyens, en particulier des jeunes générations, à l'égard des formes classiques d'engagement politique. Toutefois, cette dynamique ne saurait être interprétée comme une apathie généralisée, mais plutôt comme une recomposition des répertoires d'action, où les individus redéfinissent leurs modalités d'implication en fonction des contraintes et des opportunités du contexte.

Dans le même temps, l'étude met en évidence l'émergence de nouvelles formes d'engagement citoyen, caractérisées par leur flexibilité, leur ancrage local et leur faible institutionnalisation. Ces pratiques traduisent une volonté persistante d'agir sur le collectif, mais selon des logiques différentes de celles qui structuraient traditionnellement le militantisme partisan. Elles s'inscrivent dans des espaces variés, allant des initiatives communautaires aux organisations de la société civile, en passant par des mobilisations informelles autour de problématiques sociales concrètes.

Cependant, cette recomposition de l'engagement s'accompagne d'une fragmentation de l'espace politique, limitant la capacité de ces initiatives à produire des effets structurants à l'échelle nationale. L'absence de coordination entre les différents acteurs, ainsi que la faiblesse des passerelles entre société civile et institutions politiques, contribue à maintenir une forme de dispersion des énergies citoyennes. Cette situation pose la question de la capacité des systèmes politiques fragiles à intégrer et à canaliser ces nouvelles formes de participation dans des cadres institutionnels inclusifs.

Sur le plan théorique, cette recherche confirme la nécessité de dépasser les lectures classiques centrées exclusivement sur les partis politiques comme principaux vecteurs de la participation citoyenne. Elle invite à intégrer davantage la pluralité des formes d'engagement et leur caractère évolutif, en tenant compte des contextes sociaux, politiques et historiques spécifiques. Dans le cas centrafricain, la participation politique ne disparaît pas, mais se reconfigure dans des formes plus diffuses, moins visibles institutionnellement, mais néanmoins significatives sur le plan social.

Enfin, cette étude ouvre des perspectives de recherche complémentaires, notamment sur les conditions de structuration de ces nouvelles formes d'engagement et sur leur éventuelle capacité à influencer durablement les dynamiques politiques nationales. Elle souligne également l'importance de repenser les dispositifs d'encadrement de la participation citoyenne afin de mieux articuler institutions formelles et initiatives sociales émergentes.

Ainsi, le cas centrafricain illustre une transformation plus large des modes de participation politique dans les contextes contemporains : celle d'un passage d'un militantisme partisan structuré vers un engagement plus fluide, fragmenté mais toujours actif, révélant les recompositions profondes de la citoyenneté politique en contexte de fragilité étatique.

Références bibliographiques

Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique : la politique du ventre*. Paris : Fayard.

Becker, H. S. (1960). "Notes on the Concept of Commitment." *American Journal of Sociology*, 66(1), 32–40.

Bourdieu, P. (1994). *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.

Dalton, R. J., & Wattenberg, M. P. (2000). *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*. Oxford : Oxford University Press.

Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (2011). *The SAGE Handbook of Qualitative Research*. Thousand Oaks : Sage.

Duverger, M. (1951). *Les partis politiques*. Paris : Armand Colin.

Flick, U. (2014). *An Introduction to Qualitative Research*. London : Sage.

Giddens, A. (1987). *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Berkeley : University of California Press.

Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). *The Discovery of Grounded Theory*. Chicago : Aldine.

Hirschman, A. O. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty*. *Cambridge* : Harvard University Press.

Inglehart, R., & Catterberg, G. (2002). "Trends in Political Action: The Developmental Trend and the Post-Honeymoon Decline." *International Journal of Comparative Sociology*, 43(3–5), 300–316.

Katz, R. S., & Mair, P. (1995). "Changing Models of Party Organization and Party Democracy." *Party Politics*, 1(1), 5–28.

Kaufmann, J.-C. (2016). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

Lapassade, G. (1991). *L'observation participante*. Paris : PUF.

Manin, B. (1995). *Principes du gouvernement représentatif*. Paris : Calmann-Lévy.

Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.

McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory." *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212–1241.

Norris, P. (2011). *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*. Cambridge : Cambridge University Press.

Olson, M. (1965). *The Logic of Collective Action*. Cambridge : Harvard University Press.

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.

Paugam, S. (2000). *Le salarié de la précarité*. Paris : PUF.

Putnam, R. D. (2000). Bowling Alone: *The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon & Schuster.

Resnik, D. B. (2011). What is Ethics in Research & Why is it Important? *National Institute of Environmental Health Sciences*.

Rosanvallon, P. (2008). *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*. Paris : Seuil.

Tilly, C. (2004). Social Movements, 1768–2004. Boulder : *Paradigm Publishers*.

Tilly, C. (1986). *The Contentious French*. Cambridge : Harvard University Press.

Weber, M. (1971). *Économie et société*. Paris : Plon.